

# La Gueule



SPÉCIAL ÉTÉ  
3 FRANCS

# ouverte

N° 118 - mercredi 11 août 1976 - hebdomadaire

France 3 F - Suisse 2,30 FS - Belgique 29 FB

## TOUT EST PREVU A MALVILLE COMME A SEVESO

**J**USTE une petite vanne dans une usine de 150 ouvriers, une réaction chimique mal contrôlée : 100 000 personnes menacées, 800 personnes évacuées, des hommes et des femmes irrémédiablement contaminés, des centaines d'hectares condamnés pour au moins dix ans. Ça se passe à Seveso, en Italie. Ailleurs, en Sicile, à Priolo, 12 000 personnes sont également menacées d'évacuation à cause de la pollution. Et, ce n'est qu'un début... Une catastrophe à la « Une » de la presse qui découvre soudain l'écologie, mais combien de Seveso potentiels ?

Le nuage toxique échappé de l'usine Icmesa à Seveso était chargé de trichlorophénol, constituant du 2-4-5 T, herbicide utilisé au Vietnam, et de dioxine, un des poisons les plus violents qui soient : indestructible, cancérigène, il provoque des lésions chromosomiques irréversibles. Au Vietnam, quelques trente parties de dioxine par million ont suffi à provoquer des malformations congénitales. Et cette fois, deux kilos et demi du poison se sont échappés de l'usine.

Celle-ci est la filiale italienne de la société suisse Roche-Givaudan, connue par ses produits pharmaceutiques. Le trichlorophénol sert à la fabrication de l'hexachlorophène, bactéricide tristement célèbre avec l'affaire du talc Morhange. Pourquoi manipule-t-on un produit si dangereux dans une des régions les plus peuplées d'Italie ? Pour fabriquer quelques médicaments indispensables ? Non. Les produits synthétisés à Seveso sont envoyés en Allemagne pour les services spéciaux allemands et américains de la « défense chimi-

que ». L'usine milanaise prépare la guerre chimique ! Et dès l'« accident », la direction de la multinationale cherche à le dissimuler.

Le nuage empoisonné s'échappe le 10 juillet. La direction de l'usine connaît le danger de ses produits. Une pétition de scientifiques a même circulé pendant dix-huit mois dans tous les laboratoires d'herbicides. Mais elle se tait. Quatre jours plus tard, des animaux meurent. Mais c'est seulement huit jours après que l'on se décide à fermer l'usine, treize jours plus tard que les autorités interviennent. On commence à parquer les contaminés. Certains doivent même se révolter pour être relogés. Mais contre le poison, point de remède. Un médecin vietnamien conseille le savon de Marseille, utilisé avec succès pendant la guerre du Vietnam. Entre victimes, il faut s'entraider.

Car dans l'autre camp, la solidarité joue à merveille : des spécialistes militaires américains se sont affairés en silence pour limiter les pots cassés. Et on reste droits et dignes même pour nier l'évidence. Chacun joue un rôle à merveille, dans une sinistre caricature : en notables hautains et distingués, les dirigeants de la multinationale affirment, au beau milieu du désastre, qu'il n'y a que quelques contaminés, exclusivement dermatologiques. Comme dans un mauvais Fellini, les robes pourpres du Vatican entament un poignant Laissez-les-vivre et brandissent leur crosse sacrée devant les éventuels avorteurs de fœtus contaminés. Coincé entre l'anathème des goupillons et la révolte des victimes, le ministre de la santé s'appuie sur une sentence de la

Cour Constitutionnelle pour autoriser l'avortement « dans cette situation dangereuse ». La morale est sauve.

En France, la machine médiatisante a moins bien fonctionné : le P.S. pose des questions déplacées au gouvernement, compare Seveso à Fessenheim ou Malville et demande que l'on donne la parole aux écologistes. Réponse : « Chez nous, dit le secrétaire d'Etat à l'environnement, un tel accident ne pourrait arriver. » « Chez nous, contredit le premier ministre, s'il y avait ici ou là quelques industries de ce type, je l'interdirais. » Peut-être quelques téléspectateurs sensibles se sont-ils indignés, peut-être ont-ils imaginé la tête d'un futur Chirac blême annonçant une malencontreuse erreur au surrégénérateur de Malville, des centaines de milliers d'irradiés, une zone interdite de plusieurs dizaines de kilomètres, le plan Orsec-Rad ridiculement insuffisant pour évacuer les contaminés et un médecin japonais, ancien d'Hiroshima, préconisant un remède pour apaiser les douleurs ? Peut-être... Mais les autres téléspectateurs rassurés par les propos du premier ministre se sont replongés dans leur petit écran, un conseil de la sécurité routière : « Un accident, ça n'arrive qu'aux autres »...

Dominique Simonnet

*N.d.l.r. Les constats aitoyés, les photos sensationnelles, vous les trouverez dans la grande presse, inutile que nous nous lancions sur ce terrain. Par contre, pour le mois de septembre, nous vous promettons un dossier sérieux sur ce type d'accident.*

### SOMMAIRE

- A Naussac, des paysans décidés, page 6
- En revenant de Metz-Verdun, page 8

- Nudisme et répression, page 3
- La mer polluée, vendue, tuée, page 4

# GODARD GRANDEUR NATURE



**V**ERDUN, Naussac, Malville, Seveso, le marathon écologique continue. Pas de vacances pour le militant de base. Le seul boulot encore plus pénible que celui de militant, surtout de militant anti-militantisme, c'est le boulot de critique de télévision.

Alors là, c'est plus une besogne, c'est un apostolat, un calvaire, un véritable travail. Car le dimanche soir à la télé, pour trois semaines encore, y'a Godard qui fait des siennes. Imaginez le critique-télé moyen : il a ses critères, ses références, ses jugements de valeur qui bornent et jalonnent des soirées douillettes. Il sait ce qui plaît au public, ce qui emmerde le public. Il fait une situation à Chancel pour ne pas en faire une à Bouvard, il apprécie l'impertinence de Jacques Martin et se donne parfois l'audace de démolir « Au théâtre ce soir ».

Avec Godard, tout ce petit monde s'écroule. Le critique est tel la poule découvrant l'ouvre-boîte. Il se gratte, change de fauteuil, fait monter une caisse de bière, feuillette les vieilles collections des « Cahiers du cinéma ». Peine perdue. Il ne peut pas, ne veut pas comprendre ce que dit Godard. Car Godard le met en boîte, lui, critique de télévision, lui vole son pouvoir, l'exclut, le nie. Godard et son accent suisse s'approche du critique, le touche du doigt, se retourne vers le public et dit : « Voyez, il n'y a personne, vous pouvez penser par vous-même ! »

Godard échappe aux règles du spectacle car il ne montre pas de spectacle. Remarquez, il aurait pu ! Il avait le talent pour. Seulement, le spectacle, ça l'emmerdait. Godard voulait montrer la vie, pas l'apparence de la vie que montrent les media pour cacher l'essentiel. Alors Godard s'est fait Diogène. C'est à dire qu'il en vient à la racine de tout : au langage. Il s'attaque à la communication. Les gens ne savent plus lire. On leur a dérobé le dictionnaire. La grammaire ? jamais entendu causer ! Les gens ne savent pas écouter non plus. Trop de brouhaha sur les ondes ! Comment pourraient-ils donc se comprendre quand ils s'écrivent, quand ils se parlent. Dès lors, l'urgence, c'est de décrypter. Travail de philologue. Godard va aux sources : travail, amour, production-consommation. Qui fait quoi, qui aime qui ? Sa caméra relie ce qui à la télé ne doit jamais être rapproché : le Sahel et le Concorde, le travail et le cimetière, le cri de la fusillée et le rôt du délégué syndical. La caméra de Godard dissèque les cadavres que nous embaûmons ça et là. Elle arrache toutes les pages de publicité du « Nouvel Observateur » et prouve que tout

se tient, rédaction et réclame, jusqu'au terme du strip-tease, jusqu'à la couverture, elle-même support publicitaire de cette techno-structure paperassière.

Quand Godard est passé, rien ne peut repousser.

Le critique ne comprend plus. Lui qui croyait Godard « de gauche » ! Mais alors, il serait encore plus à gauche ! Où ça ? Vite, une position, une référence, un point géographique ! J'ai mon article à écrire, coco ! Godard fait parler une femme de chambre. Horreur et putréfaction ! Voilà-t-y pas que ces gens sans importance ont quelque chose à dire. Ecoutez-les parler de leur misère ! N'est-ce pas indécent d'exhiber ainsi ces abîmes ! Si au moins la drôlesse employait les mots syndicaux en usage dans le monde ! Mais non. Elle cause longueur nature, se répète, bafouille, c'en est gênant.

Alors le critique contre-attaque avec ses jugements esthétiques bourgeois : Godard est abscons, obscur, alusif, chiant. Il ne se lave pas les mains avant de passer à table. Quand il montre une boniche passant l'aspirateur, ça dure bien dix minutes, le temps réel que met une boniche pour passer l'aspirateur dans les foyers de gauche, alors qu'un maître de la télé aurait usé du raccourci littéraire, de la distanciation culturelle avancée. Où est passé le génie de Godard ? N'importe qui peut montrer un prolo travaillant à la chaîne. Pas besoin d'être Fellini.

Oui, mais personne ne montre jamais à la télé un prolo travaillant à la chaîne. Personne ne montre jamais de près le bouton rouge et le foie moisi du pestiféré de Séveso, personne ne fait toucher du doigt la côtelette du squelette sahélien, personne n'effeuille la marguerite journalistique. Tout le monde parle des gens, mais les gens ne parlent jamais en direct. La télé, c'est la plus formidable mystification de l'histoire, une escroquerie de dimension planétaire. Deux mille pitres qui parlent et mentent, en son nom, au reste de l'humanité. Souffrez que la bavure Godard s'y glisse, parfois, par accident, le dimanche soir, sur FR3, créneau déserté par les vigiles, sur une chaîne accessoire, à une heure de grand peplum sur la une. Ne t'inquiète pas, critique ! Il faut savoir lâcher un peu sur l'improbable pour conserver l'essentiel. On peut pas tout avoir dans la vie. Les grilles du palais Royal ? Oui, c'est pour toi. Mais le flic Mourousi est encore là. Tous les jours. Toute l'année. Tu vois, fallait pas piquer cette grosse frayeur !

Arthur

□ **Le 7 juillet dernier, une grande quantité de tritium radioactif** s'est échappée du centre atomique de Bruyères-le-Châtel dans l'Essonne. La direction du centre a eu la même réaction que celle de l'usine ICMESA à Seveso : elle s'est tue. Ni la commission d'hygiène et de sécurité, ni le médecin du centre ne sont avertis. L'incident ne doit d'être connu que par l'intervention des syndicats alertés par des sources extérieures à l'entreprise. Contraints de s'expliquer, les dirigeants du centre ont déclaré que 30.000 curies en tritium avaient été libérés dans l'atmosphère. C'est toujours ça de pris.

□ **Un chalutier de Granville**, en pêche au large du cap de la Hague, fait mercredi dernier une prise inquiétante : un étrange cylindre de

béton d'au moins cinq cents kilos. Une fissure laisse entrevoir une enveloppe de plastique blanche cerclée de fer. L'objet ressemble aux containers de déchets radioactifs « que la télé a montré ». Les pêcheurs le rejettent à la mer. Prudent, le patron du chalutier avertit la police. C'est aussitôt l'alerte. Les services de radiodétection examinent les hommes et le bateau. Pas de trace de contamination radioactive. Le directeur de la Hague, interrogé par « France-Soir », affirme catégoriquement que le container n'est pas radioactif : tous les fûts de déchets sont enterrés à la Hague, « seuls les Anglais ont à ma connaissance immergé des containers dans la Manche », dit M. Ebout. Le CEA a bien fait quelques campagnes d'immersion, mais « c'était au large du Portugal » !

Nous voilà rassurés : le curieux cylindre qui dérive au milieu des îles anglo-normandes n'est pas français. Les équipes de la protection civile le cherchent toujours.

□ **Pedro Astudillo** est toujours en prison. Son comité de soutien proteste contre cet emprisonnement arbitraire et réclame sa mise en liberté immédiate. Pedro Astudillo aura besoin d'argent à sa sortie de prison. Envoyez votre soutien à Maître Bernard Boutonnet, 16, rue Séguier, Paris 6<sup>e</sup>.

□ **Douze tonnes de sardines pêchées à Quiberon ont été rejetées à la mer.** Surproduction ? Manifestation ? Ni l'une ni l'autre : les sardines étaient tout simplement trop grosses pour entrer dans les boîtes qui leur étaient destinées...

## BOUQUINS

**T**OUS ceux qui s'intéressent de près ou de loin au « manger », que ce soit l'alimentation, acte biologique, ou le repas, acte social, connaissent le nom de Jean Trémolières, qui vient de mourir. Docteur en médecine et docteur ès sciences, il s'est très vite intéressé à la diététique, estimant absurde et dangereux de réduire la nutrition à une science physico-chimique. Cumulant les fonctions de chef de service de diététique à l'hôpital Bichat, titulaire d'une chaire de biologie au Conservatoire national des Arts et Métiers et attaché au ministère de la Qualité de la Vie, il s'écartait pourtant de la doctrine officielle qui se borne à des calculs de calories. Il est l'auteur de nombreux ouvrages : un Manuel d'alimentation humaine en deux volumes, un Manuel de biologie générale, le Grand Livre de la nutrition et de la diététique, et des livres consacrés au comportement alimentaire comme « Partager le pain ».

**DIETETIQUE  
ET  
ART DE VIVRE**  
par  
**Jean Trémolières**  
(Guides pratiques  
Seghers).



« Les besoins nutritionnels de l'homme sont réglés par les habitudes et les coutumes. L'homme peut vivre actif et en bonne santé à des niveaux nutritionnels variant de 1 à 3. Un Japonais de 140 cm est tout aussi intelligent et actif qu'un Saxon de 180 cm et dépense deux fois moins. L'homme choisit son type alimentaire tout autant qu'un type alimentaire conditionne un type d'homme. Il choisit son niveau nutritionnel qui, en retour le détermine. En fixant des standards internationaux, on détermine un Apollon et une Vénus. On fait donc du racisme. » Dans le strident concert scientifique de la diététique officielle, la voix grave de Jean Trémolières était une fausse note réconfortante. Professeur de biologie générale au Conservatoire national des Arts et Métiers et directeur du Laboratoire de nutrition humaine à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, Trémolières met sans cesse au fil de son dernier livre l'accent sur l'importance des motivations « irrationnelles », symboliques et psychologiques dans l'acte alimentaire. Pour Trémolières, la diététique ne peut se limiter à un simple régime alimentaire. Elle doit être une médecine globale, tenant compte de l'être tout entier. Trémolières passe en revue les nombreuses maladies « de civilisation », liées à la nutrition, de l'obésité à l'anorexie, sans oublier les maladies de cœur. Leitmotiv : « On ne peut établir de bonnes relations avec ses aliments que si, du même coup, on en établit de bonnes avec soi-même et les autres. » Hélas ! c'est au nom de la religion et de la tradition que Trémolières critique le scientisme. « Devant la démission des clercs, il faut que des hommes chargés de l'humain et non pas de doctrines et d'idées refassent une unité vivante du génome religieux dans la machine technique et scientifique de la société actuelle. » Il ne fait ainsi que troquer un dogme contre un autre. Du même coup, il prend prétexte de l'importance à attacher à la personne pour évacuer radicalement la politique : « C'est l'individu seul qui peut faire sa société. » La convivialité n'est pas seulement le fait de « partager le pain et de boire le vin ». Elle est une démarche collective. On n'échappe pas à la politique.

Laurent Samuel

## « Réapprendre à vivre ensemble » aux Circauds

**A**PRES la Session des femmes tenue aux Circauds entre quatre-vingts femmes de sept à huit pays (voir G.O. n° 116), vient d'avoir lieu celle des hommes et des femmes désireux de « réapprendre à vivre ensemble ».

Il paraît que cette idée inquiétait un peu les organisateurs qui craignaient que ça tombe dans les « tableaux suédois » et eussent désiré le chapeyronnage d'un « spécialiste » en sexologie. La suite des événements leur a montré qu'ils avaient tort. Pour ma part, je n'ai jamais assisté à une expérience aussi réussie de dynamique de groupe où la « masse » (car on peut l'être à trente) s'est aussi spontanément et aussi bien autogérée.

On a commencé par s'observer avec un peu de gêne et d'envie de lier conversation, comme les mômes du jardin public, puis on a fait les premiers colloques, en partant du vécu de chacun, de son expérience sexuelle, de ses problèmes ; ensuite il y a eu colloque des femmes entre elles, puis des hommes entre eux, avec confrontation des discussions et des bilans. Comme tout ça restait un peu désincarné, on a fait des séances de massage et d'eutonnie (exercice reichien de redécouverte de son corps) et on a fini par s'apprivoiser mutuellement en se dénudant et en dansant tous, en faisant un peu la fête, mais

sans rien d'obligatoire ni de forcé, simplement parce qu'on était content d'être là et d'être ensemble.

Les inhibitions ont éclaté, les douleurs refoulées et occultées de la misère sexuelle du passé de chacun ont surgi en plein jour, parfois avec des crises de larmes et des révélations qui provoquaient une certaine stupeur.

On a ainsi entendu l'histoire d'un couple dont la femme avait été violée à l'âge de six ans et qui, depuis huit à neuf ans de vie commune, souffrait de vaginisme et refusait le contact, le mari culpabilisé n'exerçant aucune sexualité ailleurs, elle-même culpabilisée et s'adonnant aux fréquentations des « conseillers conjugaux » sans avoir jamais pensé à recourir à la médecine générale ; un autre cas de réelle **frigidité masculine** - l'homme fort épris et cependant incapable d'éprouver du plaisir - et celui de deux garçons de 24 ans, dont l'un très beau, pucaux par timidité contrastant avec leur caractère à l'aise dans la vie sociale, etc. Chacun, en exposant son problème, provoquait une réaction fort vive chez quelqu'un de l'assemblée, mais qui n'excitait jamais hostilité ou antagonisme ; au contraire, chaque jour, bientôt chaque heure, fut un progrès dans la découverte réciproque de l'Autre et des autres. Le sentiment d'exclusivité et de propriété remis en question

fondamentalement, on a pu voir des hommes et des femmes, opérés de leur jalousie prétendue « instinctive », se réjouir ouvertement de ce que leur partenaire fût comblé par un autre que lui et capable de venir à lui dès lors - du moins pour un temps - avec une nouvelle tendresse.

La liaison entre sexualité et politique, que tous ne faisaient pas, fut l'objet central de la Session, avec la nécessité de se libérer soi-même pour la libération des autres, et la conviction que **personne ne se libère seul ni ne libère quelqu'un, mais qu'on se libère tous ensemble**. Ce qui permet de déboucher, à partir de cette subjectivité radicalement vécue, sur la signature collective d'une lettre à Bourges, ministre des forces armées, déclarant notre solidarité entière avec tous les actes d'insoumission passés et à venir, en l'honneur de la libération de notre camarade, l'insoumis Jean-Louis Soulié, que l'action unitaire vient de faire relâcher avant le terme de sa peine.

Si « la barque de l'amour s'est brisée sur la vie courante », on voit de plus en plus de partisans de ce programme : « offrir à son amour le lit somptueux de la révolution ». Ce fut la morale de cette session trop courte dont les participants se sont promis de se retrouver tous l'an prochain pour un mois entier.

Françoise d'Eaubonne

□ **La maladie qui a tué vingt sept personnes en Pennsylvanie**, laisse toujours les scientifiques dans le plus grand embarras. Les cent trente-huit personnes hospitalisées venaient toutes de participer à un congrès de l'« American Legion », une puissante organisation d'anciens combattants. On a parlé de « grippe porcine », puis de « maladie du légionnaire » ou peut-être d'une toxine. Mais certains anciens combattants sont de rigueur convaincus de l'origine du mal : « C'est un complot des extrémistes qui ont cherché à nous empoisonner pour gâcher

le bicentenaire des États-Unis ».

□ **Cinq enfants ont rué dans les brancards**. Comme dans un livre de Christiane Rochefort, quatre fillettes de sept, six, cinq et trois ans, accompagnées d'un garçonnet de cinq ans, sont entrés très chez les parents d'une copine. Ils ont tout cassé, de la cave au grenier, avec méthode et application. Jusqu'à couper ras les glaïeuls et déterrer les pommes de terre. Comme ça, pour se venger d'une copine. Dénuée de tout sens de l'humour, la presse a condamné « les petits monstres ».

□ **Les habitants de St-Geniez-d'Olt dans le Lot seront peut-être les heureux bénéficiaires d'un barrage hydroélectrique**. Officiellement, il ne s'agit que d'une retenue d'eau destinée à « améliorer l'étiage du Lot dans le cadre de la campagne « Lot, rivière propre ». Mais on se demande alors bien pourquoi EDF a été associé à une telle entreprise. Interrogé par le conseil général de l'Aveyron soucieux « de répondre à l'attente des élus et des populations », le ministre de l'équipement n'a pas exclu la possibilité d'une « certaine production d'énergie électrique ».

## DES MENOTTES POUR LES NUDISTES

Les calanques du Jonquet : un des rares coins de la côte varoise où quelques criques au pied d'une falaise permettent d'échapper au bouillon de culture des plages fourmilières. D'accès difficile (cent vingt mètres de dénivellation) elles ont permis que l'une d'elles soit homologuée « naturiste ». Cinquante mètres de sable c'est peu ; aussi les adeptes de l'intégral ont débordé et se sont peu à peu installés sur la deuxième plage. Mais sans impérialisme : bikini et fesses nues y font très bon ménage, personne n'oblige quiconque à adopter une tenue plutôt que l'autre. Une plage tolérante, quoi. Les habitués du Jonquet : des familles, Papa, Maman et les gosses, des pépés, des mémés, quelques couples, mais rarement des hommes seuls, donc pas de dragueurs. Et pas de transistors ni de jeux de ballon imbéciles ; le calme, le pique-nique sans trop de papiers gras, le plaisir de nager nu dans une eau claire donnant illusion d'une mer propre.

Lundi 26 juillet, 15 heures. On somnole après le sandwich et le coup de rosé. Le nez sur la serviette, je prends conscience d'une agitation incongrue. J'émerge pour entendre : « Les flics arrivent ; c'est la police des mœurs. » Autour de moi on se lève, on discute et puis pas de doute : Il arrive. Chemisette rayée et pantalon clair, plutôt beau gosse malgré une amorce de brioche, un flic, non, un officier de police s.v.p., va de groupe en groupe, obligeant chacun à remettre ce qu'il faut de tissu pour être « décent ». Peu de réticence en général : on obtempère sans trop discuter. La colère me chatouille : à Malville, la police nous matraque, dans le métro elle nous vérifie, si en plus elle se mêle de nous gâcher nos petits moments de bonheur innocent...

Donc lorsque le représentant de l'ordre arrive à notre hauteur, je me contente de m'entortiller vaguement dans une serviette et de lui signaler qu'il ne faut pas qu'il se fasse d'illusions et que dès qu'il aura le dos tourné, nous nous effeuillerons derechef. Apparemment, je suis tombé sur un cas dépourvu de sens de l'humour : il n'apprécie pas, et en même temps il doit secrètement jubiler : enfin une mauvaise tête, une emmerdeuse, on va lui montrer qui est le plus fort. Il tombe donc en arrêt devant moi, sort sa carte et me déclare sans ambages que je risque bien de passer la nuit en prison si je le prends sur ce ton. Gros rires aux alentours. Je lui demande s'il réalise bien le ridicule de ses menaces : mettre en prison une mère de famille pour refus de porter le rasurel, ça me paraît relever du mauvais gag. Et puis d'ailleurs, qui me prouve qu'il est vraiment officier de police ? Qu'il me donne son nom, pour voir. Alors là mon cas s'aggrave : il y a outrage à magistrat, ajouté à l'article 330 ; mes vacances sont bien compromises. Je continue à rigoler, soutenue par la plage entière venue en renfort. Certains lui suggèrent de s'occuper des pilleurs d'auto, d'autres de se joindre à nous et de laisser tomber le boulot ; enfin on essaie de lui faire prendre cons-

science de l'absurdité de ce genre d'opération. Non seulement on perd notre temps, mais au contraire il nous sort un revolver chargé et des menottes : « Et ça Madame, c'est une farce ? » Rires gênés dans l'auditoire : devant toute cette chair nue, l'exhibition de son artillerie fait plutôt froid dans le dos. Pour nous rassurer, le flic nous explique qu'on lui a signalé sur cette plage un individu qui se masturbe en public et que, n'est-ce pas, on ne prend jamais trop de précautions. (Une chance pour tout le monde que le « dangereux sadique » n'ait pas été là ; vous imaginez la scène : arrestation, résistance du type, sommation, balles perdues, nos petits enfants autour, et une bavure de plus pour « France-Soir ».) Mais ce n'est pas le seul motif de sa visite : certaines personnes se sont plaintes, notre nudité est, paraît-il, un spectacle dégoûtant, une horreur qui traumatise leurs chers petits enfants.

Nous rétorquons qu'il y a des centaines de plages décentes dans la région, d'accès bien plus facile, et que nous n'obligeons personne à venir contempler nos poils pubiens. Peine perdue : la loi c'est la loi, la majorité silencieuse est contre nous.

Cette majorité silencieuse, nous l'avons rencontrée peu après : le monsieur et la dame qui avaient porté plainte se trouvaient une crique plus loin. D'après eux, le sadique se serait livré au plaisir solitaire sous leurs yeux : « Une honte, Madame. » Son signalement : très basané, de type méditerranéen (ah bon ! on comprend mieux tout-à-coup la rapidité de la police à intervenir), vêtu d'une chemise et d'un pantalon clair. Donc pas nudiste. On ne voit plus tellement les raisons qui ont poussé le flic à nous faire rhabiller. Réaction du monsieur : « Mais tous ces nudistes débordent sur notre plage ! C'est une agression qualifiée ! »

On essaie de discuter avec eux, avec le flic. Ça ne mène à rien. Comme dit notre policier : « Vous n'êtes qu'une minorité, donc écrasez-vous ! » C'est le même raisonnement qui a conduit Giscard à faire décapiter un jeune homme de vingt-deux ans : les sondages prouvent que la majorité de la population est pour la peine de mort.

Certains suggèrent d'essayer d'obtenir l'extension du territoire naturiste homologué. Mais Pandore n'est pas très optimiste : « La municipalité de la Seyne est communiste, ne l'oubliez pas. Pour eux, vous représentez une forme de décadence. » J'ose espérer qu'il se trompe... Qui tient le pari ? En tout cas, l'agrandissement du territoire nudiste officiel ne résoudrait rien à mon sens : s'il faut se mettre en carte pour pouvoir quitter sa culotte, c'est à désespérer de tout. Le charme de notre plage, c'est que chacun s'y sentait « libre », un mot apparemment inconciliable avec la société giscardienne.

Courteline pas mort, Tartuffe pas mort - et les Beaufs se portent bien, merci.

Christiane

# ÉNERGIE SOLAIRE

COMBIEN RÉALISER UNE EXPÉRIENCE QUAND ON S'EMPIERDE SUR UNE PLAGE, QU'ON N'A RIEN DANS LES MAINS, RIEN DANS LES POCHESES?

ON CHERCHE À TROUVER BASSE UNE BELLE BOUTEILLE PROPRE. DE PRÉFÉRENCE PLATE, GENRE WHISKY BALLANTINES



ON VA AU LARGE, LE PLUS LOIN POSSIBLE...



ON PLONGE LE PLUS PROFOND POSSIBLE POUR LA REMPLIR D'EAU PROPRE



ON BADIGEONNE UNE FACE AVEC UN CAILLOU MAROUTE



ON PLACE AU SOLEIL...

...DES FEUILLES DE PAPIER DE CHOCOLAT POUR CONCENTRER UN PEU.

AVEC UN ISOLANT DERRIÈRE, C'EST ENCORE MEILLEUR.

AU BOUT DE 2, 3 JOURS ON RÉCOLTE LE SEL QUAND TOUTE L'EAU S'EST ÉVAPORÉE



SI LA SURFACE ENSOLEILLÉE, PAPIER PLUS BOUTEILLE FAIT UN DIXIÈME DE MÈTRE CARRE ON PEUT ESPÉRER ÉVAPORER 1/2 LITRE D'EAU PAR JOUR ET RÉCOLTER 15% DE SEL...

REYER

La surface des mers recouvre les trois quarts de la planète. Notre globe terrestre est en fait un **globe marin**; la profondeur moyenne des océans est de quatre kilomètres, avec des fosses abyssales atteignant dix kilomètres. Le point de départ du cycle général de la vie des océans et de la chaîne alimentaire, est la surface éclairée par le soleil, sur environ cent mètres d'épaisseur. C'est là que se reproduisent les algues microscopiques unicellulaires, produites par la photosynthèse. Ce phytoplancton est brouté par le zooplancton ou krill, crustacés minuscules, eux-mêmes mangés par les petits poissons, nourriture des plus gros. L'exemple des baleines à fanons, qui se nourrissent de krill par filtration de l'eau de mer en quantités énormes, a incité à des recherches, surtout russes et japonaises, sur la collecte de cette manne et son utilisation dans l'alimentation animale et humaine.

Le plancton a besoin des substances nutritives minérales venues du fond de la mer grâce aux **mouvements** ascendants et latéraux qui brassent inlassablement le volume des mers. Les endroits plus particulièrement mouvementés sont les plus riches en plancton et par suite en poissons, et sont donc des lieux de pêche privilégiés.

La vie animale des grandes profondeurs dépend de ce qu'il « pleut » du plafond de la mer, détritiques et cadavres de toutes sortes, qui se retrouvent dans les vases du fond.

L'exploitation de la mer par la pêche est très ancienne puisqu'on a retrouvé des hameçons préhistoriques. C'est une activité qui n'a pas tellement dépassé le stade de la cueillette. La pêche n'est pas encore de l'agriculture: on se contente de taper dans le stock! Malgré l'emploi des ultra-sons pour détecter les bancs de poissons, lignes et chaluts plongent encore avec plus ou moins de bonheur.

Des tonnes de poissons, morts, seront rejetées par dessus bord parce que ceux-ci sont trop petits ou d'une autre espèce que celle recherchée. C'est pourquoi la taille des mailles des filets est réglementée, pour limiter les dangers de l'over-fishing « surpêche ».

En arrivera-t-on au stade de la ferme marine? L'aquaculture existe depuis l'antiquité dans les rivières, mais elle démarre seulement dans les mers. On élève de grandes crevettes dans des bassins, mais nourrir les larves n'est pas simple.

Pêche-t-on toujours autant de poissons? Les tonnages semblent à peu près se maintenir après la baisse enregistrée par les pêches péruviennes: le guano, déjection des oiseaux de mer, cormorans et fous des côtes du Pérou, est un fertilisant très riche et très demandé. Or la principale nourriture de ces oiseaux est l'anchoveta, poisson qui prolifère dans le courant froid bordant les côtes. Pêcher l'anchoveta plutôt que ramasser le guano semblait plus rentable. On supprimait un intermédiaire! Du même coup, la chaîne alimentaire était amputée d'un maillon, le cormorân. L'ennui, de taille pour l'économie du Pérou, c'est que le Nino, courant chaud, est descendu plus bas que de coutume pour une raison inconnue. L'anchoveta ne l'a pas supporté et a disparu. Plus d'anchoveta, mais plus de guano non plus, puisque les cormorans s'en étaient allés plus loin à la recherche de leur poisson favori.

En attendant le comprimé de plancton (chimiquement, il contient tout ce qu'il nous faut, vitamines, sels minéraux), c'est vers la transformation des algues que l'on se tourne actuellement. Autre remède-miracle? La sperulina, algue d'eau douce qui pousse sous les tropiques, est consommable si elle est mélangée à autre chose. Quelques essais de culture artisanale de cette algue ont lieu, particulièrement en Inde, et aussi dans le sud de la France.

Et puis il faut faire très attention quand on introduit un nouvel élément dans un biotope. L'exemple de l'algue marine, macrocystis, est encore tout frais. C'est une algue qui prolifère très très rapidement, et qui a de multiples utilisations dans les industries alimentaire et chimique. Elle est d'un rendement peut-être plus élevé que les algues habituelles de nos côtes françaises, encore que ce ne soit pas certain, mais elle nécessite une surveillance constante si on

# LA GUERRE DES FONDS M

## LA MER A V

La cinquième session de la conférence des Nations Unies sur le droit de la mer s'est ouverte le 2 août à New York. On se rappelle l'enjeu des débats: l'élaboration d'un traité international fixant une juridiction des océans et de l'exploitation de leurs ressources. La question primordiale est la définition de zones juridiques et économiques dans les bandes maritimes côtières. En d'autres termes: quelle est la largeur de bande maritime qui appartient à l'Etat côtier et que peut-il en faire? On comprend que les positions soient partagées entre États heureux bénéficiaires d'une côte et États sans littoral. Cinquante-deux de ces derniers pays « géogra-

ne veut pas qu'elle envahisse tout le littoral, gênant gravement la circulation et même la pêche.

La mer n'est pas seulement un moyen de circulation et un réservoir à poissons, homards et algues. Au fond des océans, pétrole et nodules métalliques s'accumulent tranquillement depuis des siècles. Qui va aller les chercher? Et comment? Les problèmes stratégiques surgissent. La liberté de navigation en haute mer a toujours existé, jusqu'aux limites des eaux territoriales, c'est-à-dire pratiquement à portée de flèches ou de canons!

Mais, en 1976, à qui appartient la mer? Répondre à cette question revient à cerner les responsabilités de chacun quant à son maintien. Si des mesures d'urgence ne sont pas prises pour empêcher les pollutions accidentelles ou volontaires, la mer, de plus en plus polluée, ne sera plus capable de supporter l'empoisonnement progressif que les hommes insoucients lui font subir. Le pouvoir auto-épurateur de la mer est certain encore que limité. La nature finirait par reprendre le dessus, même dans une mer fermée, si on arrêtait absolument tout déversement nocif. Mais au bout de combien d'années?

Des procédés industriels pour réduire les rejets de métaux lourds tels que plomb ou mercure existent. Mais ils ne sont pas appliqués partout car cela sup-



Sipa-Press

# RE

# MARINS

## NDRE

ment défavorisés » avaient demandé un nombre de garanties lors de la précédente session. Cette fois, soixante États côtiers et groupés pour leur faire face. Les précédents ont déjà été des plus houleux. Et les précédentes, la cinquième session de ne pas aboutir. Ce qui ne déplairait pas aux gouvernements français et américains, plutôt favorisés par l'absence de législation internationale. Il y a quelques mois, Henry Kissinger avait fait remarquer : « Notre technologie est la plus avancée du monde et notre législation nationale est suffisante pour défendre nos intérêts. » Alors, avec ou sans droits...

pose des dépenses supplémentaires. D'autre part, certains résidus peuvent être réutilisés. On peut faire des briques ou des revêtements d'autoroutes avec les boues rouges, mais on continue à détruire des paysages entiers à coups de gravières et de sablières.

Un accident pétrolier se produit chaque semaine dans le monde. Le plan Polmar, qui est supposé combattre toute marée noire, ne peut être appliqué que par beau temps et mer calme, ce qui n'est pas précisément les conditions choisies par les pétroliers pour avoir des problèmes. De toutes façons, couler une nappe de pétrole en goguette à l'aide de produits chimiques résout la pollution esthétique, mais en détruisant toute vie animale et végétale aussi sûrement que le pétrole.

Des stations d'épuration sont indispensables pour limiter les risques de pollution bactérienne le long des côtes. Mais quand il y a trois ou quatre fois plus d'habitants l'été dans un petit port, la station peut-être efficace en hiver devient vite insuffisante.

Il faut savoir que 80 % de la pêche vient des plateaux continentaux et que ce sont ces mêmes plateaux qui sont le plus soumis aux pollutions.

Sauver la mer oui, très vite, on a juste le temps.

Danielle



Photo: Ilob

## IGNORANCE OU INTÉRÊT ?

Il y a près de vingt ans, peu avant l'adoption des Conventions des Nations-Unies sur le droit de la mer en 1958, le secrétariat des Nations-Unies publiait une étude. On pouvait y lire : « une couche de sédiments couvre une grande partie du fond des mers et cette couche, du fait de son épaisseur, gênerait considérablement ou rendrait même impossible l'exploitation des gisements minéraux qu'elle recouvre ». En conséquence, on négligea la question de l'exploitation des fonds marins dans l'élaboration de ces conventions. Erreur, ou manœuvre habile de certaines puissances soucieuses de préserver autant la « liberté de la haute mer » que leurs intérêts ?

Mais pourtant, dix ans plus tard, des opérations étaient menées sous plus de 300 mètres d'eau et à 6000 mètres sous le sol de la mer, performances qui exigent du temps et de l'argent.

Août 1967. A. Pardo, ambassadeur de Malte aux Nations-Unies, dévoilait aux yeux de tous, lors d'une communication à l'Assemblée générale, l'existence de « nodules pluri-métalliques » (gisements) à forte teneur en manganèse. Les sols et les sous-sols marins en regorgent : 358 milliards de tonnes pour le manganèse, 43 milliards pour l'aluminium, 8 pour le cuivre, 15 pour le nickel, 5 pour le cobalt.

## ALARME

Les opérations d'extraction minière sous-marine à grande échelle, que les investissements énormes rendent de plus en plus vraisemblables, auront évidemment des répercussions sur la production terrestre des mêmes minerais. La CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement) a

présenté, en 1974, les résultats d'une étude portant sur les incidences économiques néfastes que pourrait avoir l'exploitation des fonds marins sur les prix des minerais terrestres, fournis principalement par les pays en voie de développement. Par exemple, l'étude sur le cobalt, fondée sur l'offre et la demande, révèle que sans exploitation marine, la production terrestre de cobalt devrait procurer d'ici à 1980, quelque 240 millions de dollars de recette aux pays en voie de développement. Si l'exploitation marine est évaluée à 7 millions de tonnes pour les quatre années à venir, on prévoit pour ces mêmes pays, une perte de revenu de 50 millions de dollars. Le Zaïre perdrait à lui seul quelque 32 millions de dollars.

## L'AUTORITE INTERNATIONALE...

Ce cri d'alarme vaut pour tous les minerais produits par les pays en voie de développement, pour lesquels ils sont une des principales sources de richesse.

Depuis quatre ans (New-York 1973, Caracas 1974, Genève 1975, et de nouveau New-York 1976), on essaie de mettre en place un mécanisme international pour réglementer l'exploitation sous-marine, et une organisation internationale chargée de gérer la mer.

L'accord est général sur la nécessité de créer l'Autorité internationale des fonds marins, selon le modèle de l'ONU (assemblée, conseil, secrétariat, commissions spécialisées, et éventuellement un tribunal). Mais le désaccord est total sur son rôle. Le texte officiel de la future convention prévoit que le fond des mers et des océans, ainsi que leur sous-sol, au-delà des limites des juridictions nationales, sont le « patrimoine commun de l'humanité », et qu'aucun Etat ou personne ne peut s'approprier des parcelles ou des ressources de ces zones sans la permission de l'Autorité.

Les pays du Tiers-Monde exigent que ce soit l'Autorité qui mène directement les activités dans les zones intéressées, par le biais de l'« Entreprise », son organe exécutif. Cette Entreprise pourrait conclure des contrats avec des entreprises (privées ou d'Etat) pour la réalisation des opérations dans ces zones. Ce serait elle qui édicterait les conditions d'opération, choisirait les opérateurs et contrôlerait l'ensemble.

Les pays industrialisés, minoritaires dans cette Assemblée et soucieux de sauvegarder les intérêts déjà engagés dans l'exploitation des fonds marins, ne sont évidemment pas prêts à accepter un tel contrôle. Coopération restreinte, à la rigueur ! Ils accepteraient néanmoins que l'Autorité émette certains règlements sur les dépenses à effectuer périodiquement par les opérateurs, la fourniture d'informations, les délais de début d'exploitation, la restitution des secteurs d'exploitation.

Mais il est évident qu'un pays comme le Zaïre, par exemple, n'aura jamais les mêmes moyens techniques et financiers que les U.S.A. Les pays riches préfèrent donc le « chacun pour soi ».

## ... ET LES CONTRATS D'EXPLOITATION

Pratiquement, peut-on résumer en disant que les pays en voie de développement détiennent le vote et les pays industrialisés les moyens ? En fait, il y a un compromis à trouver, dans l'intérêt de tous : la constitution d'une entreprise conjointe, dans laquelle plusieurs partenaires, en l'occurrence des pays divers, joignent leurs apports respectifs à la poursuite d'un but commun. Déjà, cette coopération entre pays industrialisés fonctionne dans d'autres domaines, Concorde ou Eurodif entre autres, avec des règles de participation, tant sur la gestion que la répartition des bénéfices, strictement proportionnées aux apports de chaque partenaire.

Cette coopération pourrait s'appliquer à l'exploitation des fonds marins : capital, technologie et main d'œuvre pourraient provenir de pays différents pour constituer des entreprises dont le fonctionnement serait contrôlé par l'Autorité, ainsi que la répartition des parts dans la production, commercialisation et répartition des bénéfices.

Maximilien Lemaire

**D**ÉCIDÉMENT, cet été est placé sous le signe de la marche. Du côté de la Lozère, ce sont cinq mille personnes qui ont parcouru dimanche 8 août les kilomètres entre le Mas d'Armand et le village de Naussac, future Atlandide si on laisse faire les technocrates, pour manifester leur soutien aux paysans lozériens contre le projet de barrage-réservoir qui doit noyer 1200 ha de bonnes terres. Jamais ce département, le plus dépeuplé de France (75 000 habitants en 1975, la limite de la désertification) n'avait vu tel rassemblement !

Voilà deux ans que les paysans se battent pour conserver leur outil de travail : la terre. Cette terre que les pouvoirs publics, avec la complicité des élus locaux, prétendent recouvrir d'eau pour satisfaire les besoins des régions industrialisées et urbanisées. Cette fois, ils ont lancé un appel national, qui a été entendu. L'accueil était à la hauteur de la circonstance : une prairie hospitalière entourée d'un joli bois de pin, et fleurant bon l'odeur de vaches. Des tentes discrètement plantées entre les arbres, des stands occitans, politiques, pour alimenter un peu les discussions, un réseau d'alimentation bien organisé (malheureusement, la citerne de vin avait été appréhendée pour fraude fiscale...) et un programme de réjouissances assez chargé : entre deux concerts de chants occitans, des orateurs intervenaient pour parler du Parc des Cévennes, du zoo du Gévaudan, des mines d'uranium de Langogne et, bien sûr, du barrage de Naussac.

### LOZÈRE A VENDRE

Avant toutes choses, le Comité de défense de la Vallée de Naussac demande l'abrogation du décret d'utilité publique qui a été promulgué le 6 janvier dernier. Seule la pression populaire peut parvenir à ce résultat car il est trop tard maintenant pour les actions en justice. D'où l'impact de ce rassemblement.

Le colonel Crespin, président du Conseil Général de la Lozère, a déclaré que le barrage-réservoir de Naussac « se ferait coûte que coûte, à n'importe quel prix, fût-ce sous la protection des CRS ». Les paysans de la vallée noyée répliquent : « Le temps de l'obéissance, de la passivité, de la résignation est maintenant révolu en Lozère : nous avons barré la route à l'administration qui venait à Naussac pour nous acheter, nous avons fait la grève du vote avec 98 % d'abstentions à Langogne, 100 % à Aurooux. Nous disons NON au barrage, NON aux compensations. »

Il n'y aura pas de négociations à Naussac. Il n'y aura pas de ces tergiversations sans fin sur le montant des indemnités parce qu'il n'y aura pas d'expropriations ; les habitants sont fermement résolus à « tenir », c'est-à-dire à empêcher purement et simplement la construction de l'ouvrage. Et c'est là qu'on mesure l'évolution des mentalités. L'affaire du Larzac a été riche d'enseignements pour ces agriculteurs qui ont compris que, par delà leur intérêt propre, c'était le patrimoine naturel tout entier qu'il fallait défendre. Car même si on les « reclasse » ailleurs, même si on les dédommage en espèces sonnantes et trébuchantes, jamais on ne pourra

## NAUSSAC : LE JARRET CHAUD COMME A VERDUN



compenser la perte de terres cultivables et la transformation d'une vallée en lac l'hiver, en bourbier l'été. Ce capital de vie qu'est la plaine de Naussac, avec ses quarante exploitations, ses vaches et ses moutons, ses hectares de terres labourables et de prairies naturelles, qui les remplacera ? Dans un pays aussi défavorisé que la Lozère, cette perte est inestimable. Elle entraînera l'exode, puis le chômage, des paysans expropriés. Et cela, ils ne le veulent pas.

La situation de la Lozère n'est pas des plus enviables. Devant un département qui se dépeuple, le gouvernement n'envisage pas d'autre solution que le développement du tourisme et l'exploitation à outrance des ressources naturelles (bois, uranium...) et humaines : le département devient un réservoir à main-d'œuvre des régions industrialisées et un réservoir à touristes fatigués par leurs onze mois de travail. « Notre pays est riche de tout ce qui manque aux zones urbaines et industrielles : espace, air pur, eau pure, beaux paysages, déclare le Comité. Le pouvoir nous a officiellement octroyé cette vocation : selon les princes qui nous gouvernent, le tourisme doit être la branche d'activité et la source de revenus qui viendra pallier les insuffisances des autres secteurs économiques et permettra à tous les Lozériens de vivre ici. » La construction du barrage de Naussac est tout-à-fait dans cette ligne, puisqu'elle facilitera l'alimentation en eau du Val de Loire et offrira aux vacanciers un plan d'eau pour leurs ébats nautiques. Les agriculteurs pourront toujours se reconverter en maîtres nageurs !

Après avoir situé le problème de Naussac dans l'ensemble des problèmes de la Lozère, le Comité laissait la parole aux organisations politiques et syndicales qui ont apporté leur soutien au rassemblement. La CFDT a fait un exposé sur l'eau et l'emploi ; le CDJA (comité départemental des jeunes agriculteurs) de la Lozère a parlé des problèmes agricoles du département ; les paysans du Larzac ont apporté leur témoignage ; les paysans-travailleurs, les comités anti-nucléaires étaient

aussi présents. Le PS et le PSU avaient envoyé des communiqués de solidarité ; le PC s'est encore distingué, en refusant de participer à cette action... à moins de l'organiser lui-même !

Même le clergé a donné sa bénédiction à la lutte des paysans de Naussac ; le dimanche matin, une messe a été dite par le Père Cardonnel, venu tout exprès de Montpellier pour exhorter les fidèles au courage et à la résistance. Il ne faut pas mésestimer l'impact de cette intervention ; c'est peut-être la plus importante, dans un pays où la foi catholique est très vive et où la caution de Monsieur le Curé est bien plus importante que celle de Monsieur Marchais.

Sur ces saintes paroles, la marche a commencé. Une quarantaine de tracteurs ouvraient la procession, qui s'étirait sur une petite route de campagne, pour le plus grand plaisir des vaches qui aiment à regarder passer les manifestants dans ce coin où les trains sont rares. Arrivée au pont de la Ponteyre, point choisi par les technocrates pour l'élévation d'une digue de 29 mètres de haut, la colonne a stoppé pour entendre les allocutions d'Alain Gaillard, du Comité de défense, et de Paul Lambert, représentant les Paysans-travailleurs : le ton était vif, les propos véhéments. Après les discours, il y a eu un petit moment de flottement. Le groupe se divisait entre ceux qui étaient partisans de poursuivre la marche jusqu'au village et ceux qui préconisaient le retour au campement, redoutant une intervention des forces de l'ordre. Finalement, les irréductibles suivaient les tracteurs et parvenaient sans incident à Naussac, où des paysans prirent la parole pour remercier les participants de leur soutien.

### LA NOYADE DANS UN VERRE D'EAU

Quand on a vu, de ses yeux vu, le site du « barrage », on reste confondu. Comment les technocrates ont-ils pu imaginer de faire une retenue d'eau de 190 m<sup>3</sup> à partir de ce petit ruisseau qu'est le Donozeau ? Même en détournant par des galeries souterraines, fort coûteuses, le cours d'un autre ruisseau, le Chapeauroux, le nombre de mètres-cubes ne serait pas suffisant. Il faudrait donc pomper directement dans le cours de l'Allier avec une usine hydroélectrique « réversible » qui récupérerait lors des lâchures l'énergie consommée par le pompage... Procédé bien compliqué qui consiste à récupérer d'un côté ce qu'on consomme de l'autre. Un esprit simple pourrait se demander aussi pourquoi s'obstiner à faire une retenue là où le site ne s'y prête pas, alors qu'il serait possible d'en faire plusieurs, plus petites, dans les gorges de l'Allier, là où ça ne générerait personne. L'esprit simple ne tiendrait pas compte d'un facteur important : le profit. Le mot de la fin revient tout de même à « l'Humanité Nouvelle », journal maoïste, qui explique : « Il est des pays, en Chine, en Albanie, au Cambodge, où les ouvriers et les paysans étroitement unis et maîtres de leur destin, parviennent à maîtriser les fléaux naturels et décident de la construction de leur pays. Ce qui est possible là-bas est possible ici. »

Allez, une bonne danse de la pluie et on n'en parle plus !

Catherine Decouan

□ **Le mois d'août à Paris, c'est le paradis des promoteurs.** Un mois calme où l'on peut en toute quiétude faire donner l'huissier et le bulldozer sans craindre l'arrivée d'une nuée de contestataires. La valse a trois temps : expulsion, démolition, rénovation. Quelquefois la démolition précède l'expulsion et lui sert d'argument masqué. Rue Daviel dans le treizième arrondissement, le propriétaire a préféré tout casser chez lui plutôt que de tolérer les squatters. Rue Asseline, dans le quatorzième, on fait du chantage sur l'enfant de la communauté d'occupants pour les expulser. Ailleurs dans la capitale, les marteaux piqueurs jouent une symphonie ininterrompue : le Marché St-Germain n'est plus qu'une pauvre charpente délabrée

au milieu des décombres. La célèbre Cité Fleurie est à nouveau menacée, alors qu'on la croyait définitivement protégée par Giscard : quatre squatters ont comparu devant le tribunal des référés, qui a ordonné leur expulsion pour le 30 septembre. Le promoteur a fait appel pour que la cité soit déclassée et semble déterminer à ne pas s'arrêter là. Les artistes ont néanmoins décidé de rester ensemble sur leur lieu de travail. Tout comme ceux du Passage d'Odessa au pied de la tour Montparnasse. Ce haut lieu du café-théâtre est l'infortunée victime de la rénovation. Stoïques, les acteurs ont mis en scène leur propre aventure et continuent à jouer, au beau milieu des carreaux de plâtres, une pièce intitulée :

« Pendant les travaux, le spectacle continue ».

□ **Malville, ça continue.**

Samedi, un transport exceptionnel amenait une des cuves nucléaires de Bugey, à deux pas de Malville. 50 manifestants contre le surgénérateur, se rendirent à Lagnieu pour bloquer le convoi en s'asseyant sur la route. Les gendarmes de Belley (Ain), toujours aussi futés, ont fait la publicité gratuite de l'événement. Charge contre les non violents, menottes et tout le tremblement. Le préposé aux ordres hurlait : « mettez-moi ça contre le mur et si ça bouge, tirez ! ». Bien, mon cher Pinochet ! On s'en souviendra. Dans le « tas », il y avait un journaliste de FR3, Jean-Daniel Genevay, embarqué, matériel brisé, comme le rcste de cette pègre. Il aura pu voir

« de visu » comment travaillent les gardiens de l'ordre nucléaire. D'autant que ces mêmes gendarmes, comme le souligne « le Monde », n'ont pas fait preuve d'autant de zèle pour réprimer les « casseurs » viticulteurs et arboriculteurs. Y aurait-il deux poids, deux mesures dans la loi française ? Ou les paysans seraient-ils à l'abri des violences policières pour cause d'élections ? Réponse jeudi dernier à Valence où les CRS ont matraqué des producteurs de fruits devant la Préfecture. Plus rien n'est tabou. Tout ce qui discute doit être réprimé. C'est bon, ça, coco ! Ça prouve qu'on s'affole en haut lieu. Maintenant, reste à relier tout ça, toutes ces révoltes éparpillées. Car « tout est dans tout et réciproquement », disait Pierre Dac.

□ **Quatre vingt dix-huit Soudanais exécutés** pour leur participation à un complot contre le président Nemeiry à Karthoum ; plusieurs dizaines d'étudiants massacrés à Kampala par les sbires d'Idi Amin Dada ; plus de quinze morts en Rhodésie au cours d'opérations de guérilla ; plusieurs exécutions en Ethiopie ; et, en Afrique du Sud, huit morts ajoutés aux cent soixante seize des mois derniers au cours des manifestations contre la discrimination raciale. C'est le bilan de la seule semaine dernière en Afrique. C'est le moment qu'a choisi le gouvernement français pour confirmer la vente de deux centrales nucléaires à l'Afrique du Sud. Informations recueillies par Dominique Simonnet et Arthur.

# SUR LE TERRAIN

□ **MALVILLE. L'occupation continue.** En arrivant, allez à l'accueil à Vérizieu, où vous recevrez toutes les informations concernant la lutte. Si vous avez l'intention de rester plusieurs jours, les responsables de l'accueil étudieront avec vous les possibilités de vous installer dans un village, de relayer une antenne, ou d'en créer une. La coordination insiste sur la nécessité pour chacun d'être autonome, et éventuellement d'aider les paysans dans leurs travaux, afin de susciter le dialogue, et qu'en septembre la relève par les gens du coin se fasse sans problèmes. **Plus de quinze comités locaux se sont créés depuis le 15 juillet, et une douzaine sont en formation.** Une réunion de la coordination Rhône-Alpes a eu lieu le 31 juillet. Quelques informations à noter : à Morestel, la prochaine élection cantonale (remplacement du conseiller général Bordel) pourrait (devrait) avoir pour thème principal le problème de Malville. La municipalité de Saint-Sorlin propose le vote par tous les maires du canton d'une motion apolitique contre la répression et contre la centrale, qui sera envoyée à Poniowski. **Un gala de soutien aura lieu à Bellegarde le vendredi 13 août.** Le comité de Romans signale la possibilité d'implanter à Romans une usine de retraitement, type La Hague. Le n° 2 de « Superpholix » est paru. Abonnement (20 F les 10 n°) et correspondance : Georges David, le Poulet, 01680 Lhuis. Diffusion (15 F les 10 exemplaires) : le bénéficiaire sert à financer les groupes ou comités. Il est urgent de centraliser la diffusion : une adresse par ville (paiement préalable si possible, invendus repris).

**Le principe d'une action nationale contre l'industrie électronucléaire les 17 et 18 septembre a été décidé.** Les objectifs précis (bureaux Framatome, Creusot-Loire, centres E.D.F., ...), les modalités (manifestations, occupations non violentes ou autres...), les revendications, seront évidemment fixées par chaque groupe en fonction de son contexte. Il est ainsi possible de réaliser une action unitaire, tout en restant très souple. Au niveau Rhône-Alpes, cette action sera évidemment orientée contre Super-Phénix et relan-

cera notre objectif tactique : information indépendante d'EDF, consultation populaire, arrêt des travaux jusqu'à cette date. Il est prévu d'autre part des manifestations et fêtes locales, des actions plus directes pour gêner ou arrêter les travaux, et une action spécifique contre le projet EDF de ligne à très haute tension Malville-Bugey-Génissiat.

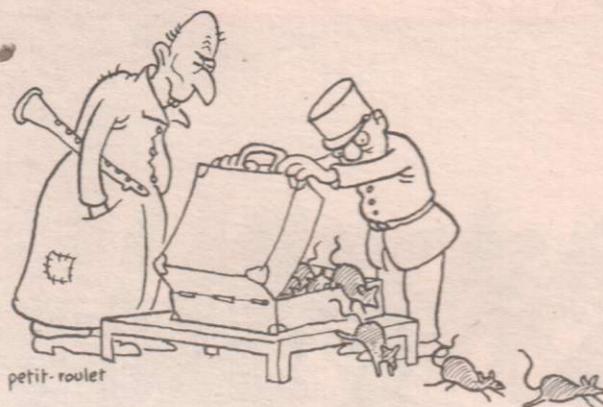
**Les comités Malville en cours de création dans toute la France** sont invités à écrire au secrétariat de la coordination, chez J. Vincenzini, 38 Poleyrieu (Tél. 88.50.03) pour le tenir informé de leur existence. Ils peuvent recevoir (contre 8 F en timbres) un dossier complet comprenant une rétrospective de l'occupation, des documents techniques sur les surgénérateurs, et de l'information concernant toute la documentation (films, vidéos, montages diapos, etc.) sur le nucléaire en général et Malville en particulier, et divers autres documents importants pour démarquer un groupe.

□ **KERHILLO (Bretagne). Fête-kermesse anti-nucléaire samedi 14 août à partir de 15 h, organisée par le CRIN d'Erdeven.** L'implantation du nucléaire suscite toujours l'opposition des Bretons. Avec les choix de Plogoff et Ploumoguer dans le Finistère, la lutte en Bretagne va s'intensifier en septembre.

Au programme de la fête-kermesse : forums-débats, jeux populaires, chants, musique, théâtre, match de boxe anti-nucléaire. Le soir : fest-noz.

Contact : Comité régional d'information nucléaire, 43, rue Général Leclerc, 56410 Etel, B.P. n° 5. Tél. 52.32.98.

□ **BRETAGNE. Romain Le Gal est en prison (détention préventive) depuis quatre mois.** Militant du groupe maoïste « l'Humanité Rouge », il est inculpé de reconstitution de ligue dissoute (PCMLF), dégradation d'édifices publics et atteinte au moral de l'armée. La Cour de sûreté de l'État est saisie de l'affaire. Sa demande de mise en liberté a été refusée pour « mauvaise coopération » avec le juge Gallut.



petit-roulet

Malgré le silence de la presse nationale, le soutien à Romain Le Gal se développe : manifestation de 1500 personnes le 15 mai à Lorient, rassemblement populaire anti-répression le 11 juillet. Cardonnel, Papinski et de Bollardière font partie du comité de soutien. Toute correspondance : A. Le Moigne, 15, bd Albert-Thomas, 56100 Lorient.

□ **En Espagne, ils bénéficieraient de l'amnistie. En France, on leur refuse même la liberté provisoire.** Ils s'appellent Michel Camilleri, Mario Ines Torres et Jean-Marc Rouillan, membres des GARI. Ils se trouvent ainsi être les seuls emprisonnés du monde, pour avoir mené des actions antifranquistes qui n'ont entraîné la mort de personne.

□ **Quatre jeunes Noirs américains, Jean et Melvin Mc Nair, Joyce Tillerson et George Brown, sont menacés d'extradition.** La chambre d'accusation de la Cour de Paris devra se prononcer sur leur cas à la demande du gouvernement américain. Ils sont détenus dans les prisons françaises pour avoir détourné sur Alger un avion de ligne américain, fin juillet 1972. Ce détournement, effectué avec leurs enfants, et qui ne fit aucune victime, était un moyen pour eux de rejoindre les militants du Black Panther Party exilés à Alger, et d'apporter des fonds au mouvement noir grâce à une importante rançon.

Un appel est lancé pour empêcher leur extradition. Il est déjà signé par François Chatelet, le père Michel de Certeau, Jean Genet, Roger Godement, Pierre Samuel, Laurent Schwartz. Les signataires « n'entendent aucunement cautionner le procédé des détournements d'avions, mais ils soulignent que, remettre ces jeunes Noirs au gouvernement américain aux Etats-Unis reviendrait à les exposer, malgré le caractère manifestement politique de leur geste, à une terrible répression, de la part d'une « justice » raciste qui se refuse à reconnaître le statut de prisonnier politique. »

Renseignements complémentaires, signatures et soutien financier (pour l'aide judiciaire et les frais administratifs) : Comité contre l'extradition, 83, bd Arago, 75014 Paris. Pasteur Jacques Cousouyan, CCP Paris 4208-87.

□ **TOURTOUR (Var). Soirée chansons avec Beltrame, centrée sur l'antimilitarisme, lundi 16 août à 21 h, chez « Lei Meissugo » (sur la place).** C'est organisé par le Groupe d'information du Haut-Var.

□ **LARZAC.** Le ministre des armées avait saisi le juge des référés d'une demande d'expulsion des occupants des Truels, du Cun et de Montredon, tous résidents et exploitants, militants non violents et objecteurs de conscience (voir G.O. N° 117, p.5). Le 2 août, les avocats Me de Felice, Parodi, Roux et le bâtonnier Vincent ont plaidé l'incompétence du juge des référés pour statuer sur ce cas. Il ne peut en effet intervenir qu'en cas d'urgence. Or cela fait environ deux ans que les Truels sont occupés. L'ordonnance a été mise en délibéré, et doit être rendue prochainement.

Contact : Mouvement pour une alternative non violente de Paris, 37 bis, rue des Maronites, 75020 Paris.

□ **Parmenier, insoumis, est incarcéré depuis le 28 juillet au camp de Souge.** Il fait la grève de la faim. Les gens aux arrêts de rigueur à Souge ne voient pas la lumière du jour car on a mis des plaques métalliques devant les fenêtres. On peut lui écrire, il ne bouffera pas le papier : Parmenier, 1° Compagnie, 57° R.I., camp de Souge, 33160 Saint-Médard en Jalles.

□ **Les enquêtes d'utilité publique en juillet et août doivent cesser.** Parmi les derniers coups fourrés en date :

– une enquête sur la demande de permis exclusif de recherches de mines d'uranium, autres matériaux radioactifs et substances connexes, dit « permis de Gabian », portant sur 54,5 km<sup>2</sup> dans l'Hérault. Ouverte du 4 août au 3 septembre. La demande et ses annexes sont déposées à la préfecture, où le public peut en prendre connaissance tous les jours ouvrables. Les observations sont à consigner sur le registre d'enquête ouvert à cet effet à la préfecture, ou à adresser en recommandé au préfet de l'Hérault.

– une enquête sur la demande d'autorisation de création et d'essais de cavités souterraines pour le stockage d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, sur le territoire de la commune de Martigues. Ouverte du 2 au 31 août. Dossier consultable à la mairie. Les observations doivent être présentées par écrit au maire avant le 15 septembre.

– une enquête sur la demande de permis exclusif de recherches d'uranium, autres métaux radioactifs et substances connexes, dit « permis du Bacon », sur 28,60 km<sup>2</sup> environ, en Lozère. Ouverte du 20 juillet au 19 août. Demande et annexes consultables les jours ouvrables à la préfecture. Observations à consigner sur le registre d'enquête, ou à adresser par lettre recommandée au préfet de la Lozère.



□ **Le handicapé dans sa double prison.** Jacques Boisse, détenu depuis le 5 février 76, actuellement à l'infirmerie de Fleury-Mérogis, handicapé à 100 p. 100, paraplégié complète, triple fracture de la colonne vertébrale, 12° dorsale, à la suite d'un accident de voiture. Ne se déplace qu'en fauteuil roulant. Il ne sort jamais dans les couloirs, frustré des promenades quotidiennes. Par ailleurs, l'insensibilité irréversible de son état touchant le système urinaire et intestinal l'oblige à une assistance permanente pour ses nécessités... Ce que personne ne lui accorde à Fleury, n'étant pas prévu par le règlement !

Son accident a demandé 8 années de rééducation soutenue, 14 opérations et un appareillage à une jambe. Or, ce qui est ridicule ou dramatique, c'est que tout cet effort et ces soins tombent à zéro après 5 mois de détention et d'immobilité. Tout doit recommencer si toutefois il n'est pas survenu une détérioration physique qui entrave la rééducation des réflexes... (il faisait de la natation). Il est devenu grabataire – ou presque – par la seule décision d'un juge d'instruction...

□ **« La peine de mort vit toujours. »** C'est le gros titre à la une du dernier numéro (août-septembre) du « Cap », journal des prisonniers. Au sommaire : la peine de mort ; révolte au QHS de Lisieux ; le sursis avec mise à l'épreuve. Le « Cap » est le seul journal interdit en prison. Le numéro : 2,50 F dans les kiosques. Abonnement un an : 30 F. Comité d'action des prisonniers, 15, rue des Trois-Frères, 75018 Paris. **« Les chaînes des prisonniers sont les mêmes que celles de tous les hommes sans pouvoir sur leur vie ; elles sont simplement plus visibles. »**

## RAVACHOL A MALVILLE

Un commando « Marie-Noël-Murray » nous envoie le communiqué suivant. Il était accompagné d'un second texte qui s'indignait que la G.O. n'ait pas passé plus tôt le premier, envoyé à Paris il y a deux semaines, et m'attribuait la paternité de cette « censure ». Dites donc, les petits, un effort de réflexion, ça vous fatiguerait ? On peut pas être en même temps sur le terrain à Malville et « censurer » un texte qu'on n'a pas vu. Posez vos sucres dans les réservoirs si vous trouvez ça révolutionnaire, et tentez de rendre ce fait d'armes contagieux. Moi, j'y vois pas d'inconvénients. Mais j'ai le droit de préférer des méthodes différentes, des objectifs plus sérieux et une vue plus globale des choses. .

Arthur

**Avertissement aux entreprises collaborant ou ayant l'intention de collaborer à la construction du surgénérateur Super-Phénix :**

« L'entreprise Perrier de Saint-Priest (69) participe actuellement à des travaux de terrassement sur le site où est projetée la construction de Super-Phénix. Dans la nuit du 21 au 22 juillet 76, nous nous sommes introduits dans les entrepôts de son siège social à Saint-Priest, avons mis du sucre dans le réservoir d'une vingtaine de camions et autres engins (ce qui détruit complètement le moteur), et avons ouvert le robinet d'une cuve de mazout.

Ces actes de sabotage, à la portée de tous, doivent se généraliser. Parallèlement au travail d'information et de popularisation, et hors du débat vaseux « violence/non-violence » pendant lequel E.D.F. ne perd pas son temps, nous sommes fermement décidés à empêcher, par tous les moyens, la construction du surgénérateur Super-Phénix, prototype mondial que les grandes puissances n'osent pas encore expérimenter chez elles, et qui fait de Malville, de la région Rhône-Alpes, de la France, des cobayes qui leur sont bien utiles.

Nous ne pensons pas que la « non-violence » puisse avoir des résultats miraculeux dans « le cadre de Malville ». Vouloir faire de Malville un combat « non violent » c'est le mettre entre parenthèses, et l'isoler d'un contexte mondial où de plus en plus de gens se révoltent et prennent les armes (Aléria, Bastia, Montredon, Fraction Armée Rouge en R.F.A., etc). Super-Phénix c'est l'Afrique du Sud dans nos murs. Désormais, notre solidarité avec nos frères du tiers monde n'a plus rien de théorique ; c'est en pratique que la même violence nous est imposée.

Aujourd'hui, les victimes se comptent dans les deux camps. Le « cadre de Malville » c'est aussi l'Irlande où l'ambassadeur de Grande-Bretagne, puissance impérialiste, vient d'être assassiné ; l'Irlande, où deux anarchistes, Noël et Marie Murray, ont été condamnés à mort pour le meurtre d'un policier qu'ils nient avoir commis. Leurs « aveux » ont été arrachés sous la torture ; et on leur a supprimé le droit de faire appel au verdict du procès ! C'est la première fois depuis vingt ans que des condamnations à mort sont prononcées en Irlande du Sud. La confirmation de leur condamnation risque d'arriver d'une heure à l'autre, suivie de peu de leur exécution. Et nous aurons une fois de plus à pleurer les morts d'un frère et d'une sœur de combat. Nous nous refusons à n'avoir que nos yeux pour pleurer. Nous ne serons pas éternellement victimes ! »

Commando Marie-Noël Murray

# En revenant d'la marche

photos Xavier Lambours/VOA

Premiers commentaires, à chaud, joyeux, inconséquents, inconsidérés et un peu élitistes: ceux qui ne sont pas venus ne se sont sûrement pas autant marrés ailleurs. Deuxième série, toujours à chaud, mais un peu émus: merci, merci, merci à l'équipe de coordination pour son efficacité, son flegme et sa gentillesse...



- Le 4 août, sur les routes, à la gare, en ville, on se reconnaît, s'observe, se compte... Résultat, peu de français (ça s'arrangera par la suite, ouf!) une centaine d'italiens, dizaine d'anglais, soixantaine d'allemands, des belges, hollandais, suédois et j'en oublie. Défilé bien accueilli dans les rues de Metz.

- 5-6-7, on marche à travers la Lorraine. Les populations sont bienveillantes mais distantes. Le soir on s'amuse, le matin on cause et c'est difficile: tiraillements entre les ultrapolitiques et les suaves-moralistes, entre alsaciens-lorrains et italiens, entre "democrates" et libertaires. Tout ça a peu d'importance.

- Le 8, une poignée d'anciens combattants titubants et de paras patibulaires (voir photos) refusent que 2000 pacifistes défilent silencieusement devant l'ossuaire de Douaumont. Devinez quel groupe le préfet a demandé à ses sbires de faire circuler? Vous avez deviné!

- Le 9 et le 10, je ne sais pas, j'étais partie et Bruno de C.V.I. a oublié de me téléphoner.

- L'important, c'est que durant cette marche, on a vécu quelque chose, on a touché du doigt force et faiblesse de l'antimilitarisme et de la non violence. Il ne faut pas que ça s'arrête là...



La Gueule Ouverte propose de prolonger publiquement le débat. Envoyez-nous votre propre analyse de la marche, de l'action non-violente, etc. dans la G.O. et dans une grande réunion en septembre, on fera quelque chose.

